48e ANNÉE. — N° 16.675

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS — 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et limitrophes 8 50 16 f. 30 f.
France et Colonies... 9 » 17 f. 32 f.
Etranger..... 10 » 20 f. 40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

Le numéro 10 c.

MARDI 26 FÉVRIER 1918
SAINT NESTOR
SOLEIL : lever 6 h. 48; couch. 5 h. 44
LUNE : D. Q. le 5; nouv. le 16

L'Union occidentale pour une Entente économique

Que les Alliés vaincront les empires centraux, le point paraît de plus en plus certain. Qu'ils les vaincront par la force des armes, le point n'est pas douteux. Ce qu'on ne saurait prévoir, c'est l'époque à laquelle s'accomplira la victoire du Droit et de la Justice. Cette époque peut encore être relativement lointaine. Y a-t-il un moyen de hâter l'heureuse issue de la guerre ? De bons esprits le pensent. Ce moyen est le moyen économique. En Angleterre, c'est lord Robert Cecil qui, discutant la réponse du président Wilson à la Note du pape, a dit : « Soyons convaincus qu'il n'y a pas d'argument plus puissant pour forcer l'Allemagne à comprendre la sottise et l'immoralité de ses chefs militaires que de lui montrer que la guerre ne lui rapportera rien, même au point de vue strictement commercial. » Et le noble lord conclut : « Une ligue de nations, dotée d'un mécanisme convenable pour imposer l'isolement commercial à toute nation de proie, serait une sauvegarde véritable pour la paix du monde. »

En France, c'est le président du conseil, M. Ribot, qui a déclaré : « Si l'Allemagne se refuse à devenir une démocratie pacifique, c'est dans ses intérêts économiques qu'elle risque d'être atteinte par la ligue de commune défense que les peuples se verront forcés d'organiser contre elle. » Et M. le Président du conseil des ministres de la Grande-Bretagne, M. Lloyd George, s'exprimait presque en même temps en ces termes : « Plus longtemps l'Allemagne continuera la guerre militaire, plus longtemps après la guerre militaire nous lui ferons la guerre économique. »

Depuis l'heure où ces solennelles paroles ont été prononcées, l'idée de forger la terrible arme économique contre les empires de proie a fait son chemin, si bien qu'à la Conférence interalliée de Paris la nécessité d'un accord en ce sens a été proclamée. Malheureusement les puissances représentées en sont restées là. Elles s'étaient entendues sur le terrain des principes. Elles se séparèrent sans traduire ces principes en actes. C'était en 1916, au mois de juin. L'année 1917 s'est passée sans que de plus concrètes décisions aient été prises par les Alliés. Et, récemment, la Conférence interparlementaire du commerce, réunie à Paris, votait un ordre du jour ainsi conçu : « Considérant l'état d'incertitude que fait naître, au sein de l'Entente, l'absence prolongée d'une ferme orientation en matière économique, la Conférence adresse l'exhortation pressante aux gouvernements alliés de traduire en faits les principes acceptés par la Conférence gouvernementale tenue en 1916. »

Ainsi, tout le monde paraît être d'accord sur ce point : il faut créer une organisation économique qui nous permette d'aboutir plus rapidement à la victoire et de poursuivre son œuvre après la fin de la lutte militaire en fermant nos marchés aux exportations allemandes et en refusant à l'ennemi la fourniture des matières premières si nécessaires à ses industries. Qu'attendent donc les Alliés pour s'entendre sur les voies et moyens qui doivent assurer le succès de cette organisation libératrice ? L'Allemagne ne redoute rien tant qu'une pareille entente. Ses junkers n'ont pas renoncé à leurs rêves d'hégémonie mondiale. Sous nos yeux, ils s'y préparent. Ne voyons-nous pas l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie, asservies par eux et par leurs chefs de la caste militaire, s'incorporer économiquement à l'empire germanique en vue de la formation du nouvel et formidable Zollverein du Mitteleuropa ?

En présence de ce danger, un publiciste portugais d'un très grand talent, M. Magalhaes Lima, ancien ministre de l'instruction publique, vient de publier une brochure sous le titre de : « L'Effort portugais et l'Union occidentale, » et dans laquelle, après avoir exposé la situation, il écrit que, pour brandir contre l'Allemagne l'arme économique qui doit réduire à merci l'ennemi du genre humain, il est du devoir des Alliés d'Occident de ne plus tarder. Qu'entend M. Magalhaes Lima par « Alliés d'Occident » ? Il désigne sous ce terme les peuples de race anglo-saxonne, Angleterre et Etats-Unis, et les peuples de race latine d'Europe et d'Amérique. L'union latine, qui leur garantirait la maîtrise de la Méditerranée, aurait pour complément l'union anglo-latine, qui leur garantirait la maîtrise de l'océan Atlantique.

Ce vaste programme paraîtra bien ambitieux. Il est digne toutefois de l'homme qui depuis quarante ans s'est fait dans son pays l'ardent propagandiste de l'Union ibérique, et s'est créé en Europe une réputation méritée pour l'apostolat qu'il y a exercé par la parole et par les écrits en faveur de l'union des races latines. On ne peut que souhaiter avec lui la formation de cette union occidentale qui, étant donné l'état d'avancement de la guerre, en précipiterait certainement la fin. Seulement, déjà le problème de l'union économique des Alliés se trouve hérissé de difficultés sans nombre. Ce n'est pas une raison pour que nous ne recommandions pas l'étude de la solution offerte par M. Magalhaes Lima à l'attention de tous ceux qui sont décidés à se mettre en travers des ambitions malsaines de l'Allemagne.

Alban DERROJA.

En Allemagne

20,000 Soldats allemands se mutinent (?)

Pétrograd, 24 février (source maximaliste). — Des nouvelles reçues à Arensbourg annoncent que 20,000 soldats allemands ont refusé d'aller à l'attaque.

Amsterdam, 24 février. — Un correspondant à la frontière hollando-belge télégraphie qu'une véritable émeute a éclaté, le 17 février, au camp de Beverloo, où les recrues allemandes sont instruites et entraînées pour le front.

Les officiers, après avoir annoncé aux troupes qu'elles partiraient le lendemain pour les Flandres, leur donnèrent l'ordre de chanter la « Wacht am Rhein », et d'autres hymnes patriotiques. Les soldats s'y refusèrent. Furieux, un officier dégaina et se rua sur l'une des recrues. Il fut aussitôt lui-même abattu par d'autres soldats.

Toutes les recrues imputées dans l'affaire ont comparu le jour même devant une cour martiale et ont été sur-le-champ condamnées à mort et fusillées.

En Autriche

Le Vaincu de Przemysl en Conseil de Guerre

Zurich, 25 février. — Le commandant de Przemysl, le général Kusmaneh, retour de Russie, sera traduit devant un conseil de guerre pour avoir capitulé.

LES ÉVÉNEMENTS DE RUSSIE

La Capitulation Maximaliste

Elle a été votée par 126 voix contre 85 et 26 abstentions

Paris, 25 février. — La tragi-comédie de « la résistance jusqu'à la dernière goutte de sang », proclamée par Lenine-Trotzky, n'a pas duré longtemps ! Une sommation brutale de von Kuhlmann a suffi pour l'abattre. Le Soviet des commissaires du peuple a décidé d'accepter la paix allemande, quelle qu'elle soit. C'est l'aboutissement logique, inévitable, de la chute dans laquelle ils avaient entraîné la Russie.

Naturellement ces continuels remueurs de grands mots entourent leur capitulation de prétextes, parlent de la « défense des grands principes » contre leurs ennemis intérieurs. La vérité, c'est qu'ils ont trahi non seulement l'Entente, mais ces principes mêmes dans lesquels ils avaient cherché l'excuse de leur trahison.

Que coûte cette trahison à la Russie même ? Un tiers de la population arraché; le vasselage économique organisé pour une durée indéfinie; la main-mise de l'Allemagne sur les ressources et le commerce de la Russie.

Le gouvernement de Berlin fait table rase de tous les grands principes maximalistes. Mais pourquoi se gêner et avoir recours à ces formules hypocrites auxquelles s'appliquait le comte Czernin à Brest-Litovsk : « Ni annexions, ni conquêtes ? » Ils sont les maîtres et ils n'ont devant eux qu'un pays sans argent, sans armée, sans gouvernement !

L'Allemagne, par les conditions économiques qu'elle impose, aspire à coloniser le pays amputé de ses meilleures divisions politiques, rejeté au loin vers l'Orient, qu'elle vient d'asservir. C'est là le grand péril pour les alliés.

La réponse de l'Allemagne est signée von Kuhlmann, mais c'est évidemment Ludendorff-Hindenburg qui ont dicté les conditions draconiennes exigeant que le traité de paix soit signé en trois jours et ratifié dans le courant des deux semaines qui suivront la signature. L'adjoint d'Hindenburg, en poussant plus avant les armées allemandes dans l'intérieur, risquait d'immobiliser d'importants effectifs dont il a besoin sur le front franco-anglais, et c'est pour les libérer au plus vite qu'il a exigé la conclusion immédiate de la paix.

Le Vote de la Capitulation

Pétrograd, 24 février. — C'est par 126 voix contre 85 et 26 abstentions que, dans une séance de nuit, le comité exécutif central des Soviets a approuvé les conditions de paix allemandes.

La Presse russe

Pétrograd, 23 février. — La « Pravda » déclare que la Russie doit conclure à tout prix la paix avec les puissances centrales pour assurer la consolidation du pouvoir socialiste.

Le « Novaya Jyzn » trouve dans la décision d'accepter les conditions de paix allemandes la preuve de la chute morale extraordinaire du gouvernement russe actuel, ainsi que du niveau très bas de son intelligence.

« Les maximalistes, ajoute-t-il, par leur décision d'hier, se sont tués eux-mêmes, non seulement comme gouvernement, mais comme parti politique. »

Le « Den » déclare que la paix séparée est la faillite indubitable de la politique maximaliste et le commencement de son agonie.

Le « Petrogradsky Coloss », dans un article intitulé : « Au bord de l'Abîme », écrit :

« Si, en ce moment critique, tous les Russes encore quelque peu conscients ne s'unissent pas, non pour une lutte armée désormais impossible, mais pour se pénétrer de l'idée commune de la nécessité de sauver la patrie des mains qui la poussent vers la mort politique, s'ils ne le font pas immédiatement, les destinées de la Russie sont claires : elle va devenir la vassale de l'Allemagne. »

Ce que dit Lenine

Pétrograd, 24 février. — La Russie a absolument besoin de la paix pour consolider le pouvoir socialiste à l'intérieur du pays et régénérer l'économie nationale détruite par la guerre, a déclaré Lenine à la suite de l'acceptation de la paix allemande.

Puis, il a ajouté qu'on ne pouvait pas compter actuellement sur le secours du prolétariat allemand. Enfin le président du conseil a déclaré que si l'Allemagne a déjà conclu un accord avec les impérialistes occidentaux pour partager la Russie et si cette offensive est le commencement de la réalisation des projets impériaux, il ne restera plus au gouvernement des soviets qu'à faire la guerre jusqu'au bout.

Pour rétablir l'Ordre aux îles Aland

Stockholm, 24 février. — Un accord a été conclu au sujet de l'évacuation des îles Aland entre les troupes russes et les troupes finlandaises. Le gouvernement a décidé, après l'autorisation du Riksdag, d'envoyer un détachement dans un but de contrôle, de surveillance et de défense de la population, contre toute violence éventuelle. Ce détachement s'est embarqué ce soir, à sept heures, à Lulea, en présence du roi, du prince royal avec ses fils et d'une grande foule, qui a salué les troupes de ses hourras.

Stockholm, 24 février. — La garde blanche finlandaise qui se trouvait aux îles Aland sera transportée aujourd'hui sur les bateaux suédois dans le port de Harg, au nord de Stockholm, d'où elle sera rapatriée par chemin de fer, viâ Haparanda.

La marche en avant des Allemands

Pétrograd, 23 février. — Après la prise de Dvinsk, les troupes allemandes se sont divisées sur trois colonnes qui s'avancent du sud-est pour isoler le front sud-ouest russe vers Mohilev et Gomel, point important à l'arrière russe, où se trouvent des dépôts de matériel de guerre et d'approvisionnements, ainsi que vers Pskof.

Un Corps d'Armée allemand en Finlande

Stockholm, 25 février. — On apprend, de bonne source, que les Allemands débarqueront, vers la fin de la semaine, un corps d'armée dans le voisinage d'Helsingfors. Ce débarquement menacerait sérieusement l'arrière des gardes rouges et entraînerait l'effondrement probable de leur résistance.

La Garde blanche poursuit ses Succès

Stockholm, 25 février. — A Wyborg, la garde blanche a pu rompre le front de la garde rouge et opérer sa jonction avec les troupes de la garde blanche opérant en Carélie. Les soldats polonais ont occupé les hauteurs dominant Wyborg, menaçant de bombarder la ville si la garde rouge et les soldats continuaient leurs désordres. Les troupes du général Mannerheim poursuivent leur offensive et occupent maintenant la plus grande partie de la Finlande.

Des Polonais qui meurent de faim

Rome, 24 février. — Des renseignements puisés à bonne source, arrivés ici, font apparaître sous un jour véritablement alarmant la situation des malheureux Polonais internés en Russie.

Beaucoup d'entre eux meurent littéralement de faim. Des appels sont partis en leur faveur vers divers gouvernements alliés. La question se pose de savoir si le problème de l'organisation des secours et du ravitaillement au bénéfice des Polonais déportés ne pourrait pas être étudié par l'ensemble des gouvernements alliés.

Encore des Victimes des Maximalistes

Pétrograd, 23 février. — Pendant les troubles de Kiev, le fils de M. Rodzianko, président de l'ancienne Douma, et le prince Youssoupoff, qui fit disparaître Raspoutine, auraient été tués.

L'Autriche approuve son Alliée

Zurich, 25 février. — Le gouvernement austro-hongrois a donné son entière approbation aux conditions de paix que les Allemands ont décidé d'imposer aux Russes.

Les Négociatioas de Paix de la Roumanie

Elles sont commencées

Zurich, 25 février. — Les pourparlers de paix ont commencé à Bucarest entre la Roumanie et les puissances de la Quadruplice. Les différentes délégations sont présidées respectivement par le général Averesco, représentant la Roumanie; MM. Radoslavoff, représentant la Bulgarie; Talaat pacha, représentant la Turquie; Czernin, délégué de l'Autriche-Hongrie; Kuhlmann et Mackensen, délégués de l'Allemagne.

Les conditions des coalisés prévoient la cession de toute la Dobroudja aux Bulgares et la rectification des frontières de la côte de la Hongrie en faveur de cette dernière. En outre, la Roumanie devra souscrire une convention économique nouvelle favorisant largement les empires centraux.

Les conférences entre le général Averesco, président du conseil roumain, et le maréchal Mackensen, qui ont précédé les négociations de paix proprement dites, n'ont pas donné un résultat bien encourageant pour l'avenir des négociations. On estime à Vienne que les exigences des Roumains sont jusqu'ici inadmissibles, et que la Roumanie n'est pas suffisamment préparée à tirer les conséquences nécessaires de sa complète défaite.

Il est possible que les négociations soient interrompues prochainement par la démission du cabinet Averesco. Elles pourraient être reprises avec un nouveau gouvernement roumain.

A Budapest comme à Vienne, les commentaires des journaux donnent au sujet des négociations avec la Roumanie une impression plutôt pessimiste.

La Bulgarie réclamera avant tout la Dobroudja

Amsterdam, 25 février. — M. Tontcheff, ministre des finances, qui se rend à Bucarest pour les négociations de paix avec la Roumanie, a déclaré à la Chambre :

« L'attention de la nation bulgare, qui se rappelle les deux amputations subies sur la frontière du nord en 1878 et 1913, se concentrera pour le moment sur la Dobroudja que les Bulgares considèrent comme une partie intégrante de leur patrie. »

Protestation grecque contre les Agissements bulgares

Athènes, 23 février. — Le ministre des affaires étrangères, M. Politis, a adressé aux gouvernements alliés et neutres une protestation contre les agissements des Bulgares, qui, à peine entrés en Macedoine grecque, ont poursuivi par tous les moyens l'altération ethnique du pays. Après avoir dévasté les villes, pillé les campagnes, transformé les églises en casernes, dévalisé les dépôts et dépouillé les gens, ils ont procédé progressivement à la déportation des habitants, relégués en lamentables troupeaux dans les camps de concentration, décimés par la faim, le froid et les mauvais traitements. Plus de trente mille de ces malheureux ont cessé de vivre; quarante mille autres sont, sans distinction de sexe ni de rang, astreints aux plus durs travaux et condamnés aux pires souffrances.

En Italie

Les Déclarations de M. Orlando

Rome, 24 février. — Hier, à la Chambre, après avoir signifié que les nécessités de la guerre n'impliquent pas nécessairement une politique réactionnaire, M. Orlando a déclaré que toutes les possibilités abstraites ont été considérées par le gouvernement, mais en présence de l'ennemi qui campe sur nos terres, il n'y a qu'une possibilité : la résistance, et c'est là le programme du gouvernement.

L'orateur ne fermera jamais les yeux devant les nouveaux idéals qui s'affirment dans le monde, mais pour le triomphe même de ces idéals, il faut combattre et vaincre. (Approbation.)

« Que faites-vous, demande l'orateur en s'adressant à l'Extrême Gauche, pour le triomphe de ces idées ? (Approbation.) Vous ne savez, dans la nuit obscure, que vous en aller tranquillement au lit en attendant l'aurore du soleil de l'avenir. » (Très vifs applaudissements sur plusieurs bancs. Bruits à l'extrême gauche.)

Aux socialistes qui applaudissent aux principes idéaux affirmés par le président Wilson, l'orateur rappelle que M. Wilson a déclaré aussi que les armes ne seront pas déposées avant que ces principes triomphent par le moyen de la victoire; c'est ainsi qu'on sert les idéaux. « Vous, ajoute M. Orlando, vous honorez l'idée, mais vous ne voulez pas la servir. »

Le ministre donne lecture, avec une profonde émotion, d'un Communiqué du front dans lequel, d'après le récit d'un sous-officier de Bohême, qui se présenta spontanément aux lignes italiennes, on rapporte la fière attitude et la foi admirable des populations des terres envahies, qui attendent et hâtent par leurs vœux l'heure de la rédemption.

M. Orlando ajoute :

« On parle beaucoup parmi les habitants du pays envahi d'une contre-offensive italienne pour rejeter les Autrichiens. » (Marques d'assentiment général.)

M. Orlando termine ainsi : « Que cette parole de foi qui nous vient de nos frères opprimés soit la digne clôture de cette discussion ! » (Applaudissements vifs et prolongés sur tous les bancs.)

Manifestations patriotiques

Les tribunes s'associent à cette manifestation pour saluer la fin du discours du président du conseil. Les députés et le public se lèvent en agitant leurs mouchoirs. Les députés applaudissent chaleureusement la tribune militaire aux cris de : « Vive l'armée ! » Un très grand nombre de députés vont féliciter M. Orlando, qui est alors salué par de nouveaux applaudissements. Le président de la Chambre quitte son siège et va serrer la main à M. Orlando. (Applaudissements.) On crie à plusieurs reprises : « Vive l'Italie ! »

Les applaudissements se renouvellent lorsque M. Salandra, l'ancien président du conseil, va féliciter à son tour M. Orlando. La manifestation est à ce moment émouvante.

COMMUNIQUÉS :: OFFICIELS ::

FRONT FRANÇAIS

Du 24 Février (23 heures)

Actions d'artillerie assez vives dans la région DES CHAMBRETTES, en FORET D'APREMONT et sur quelques points des VOSGES et en HAUTE-ALSACE.

Journée calme partout ailleurs.

Du 25 Février (14 heures)

Au nord DE L'AILETTE, nous avons réussi un coup de main dans la région d'URCEL et ramené seize prisonniers et une mitrailleuse.

Nuit calme partout ailleurs, sauf en CHAMPAGNE, dans la région de TAHURE et en HAUTE-ALSACE, dans les secteurs au nord et au sud DE LA DOLLER, où la lutte d'artillerie s'est maintenue assez vive.

FRONT BRITANNIQUE

Du 24 Février (soir)

Le coup de main effectué sans succès par l'ennemi vers BROODSEINDE et signalé ce matin nous a permis de faire quinze prisonniers, dont un officier, et de tuer un certain nombre des assaillants.

Des tentatives sur deux de nos postes de la région du canal d'Ypres à Comines ont échoué, ce matin, sans pertes de notre côté.

Activité de l'artillerie allemande au cours de la journée en un certain nombre de points, notamment vers LA SOUCHEZ et au sud-est d'ARMENTIERES.

AVIATION. — Hier, le mauvais temps a de nouveau considérablement réduit l'activité aérienne. Nous avons pu faire quelques opérations de réglage et jeter un certain nombre de bombes sur les zones avant ennemies. Des bombes ont été jetées, dans la nuit du 23 au 24, sur trois champs d'aviation allemands de la vallée de la Lys. Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Du 25 Février (après-midi)

Ce matin, de bonne heure, un raid ennemi a été repoussé avec pertes, à l'est d'ARMENTIERES.

L'artillerie ennemie s'est montrée active au sud-ouest de CAMBRAI et dans le secteur de MESSINES.

FRONT BELGE

Le Havre, 24 février.

Nos feux de barrage d'artillerie et de mitrailleuses, ainsi que l'action de nos grenades, ont mis en échec complet quatre tentatives allemandes effectuées dans la nuit du 22 au 23 sur nos postes avancés en divers points du front.

Exploits de notre Aviation devant Verdun

Paris, 25 février.— Notre aviation, au-dessus de Verdun, vient de multiplier ses actes d'audace. C'est une belle semaine à son actif que celle qui vient de s'écouler. Le temps s'étant mis au clair, nos avions de chasse en ont tout de suite profité. Ils sont sortis à la moindre éclaircie pour nettoyer le ciel de tout ennemi, et chaque jour a enrichi son tableau de chasse d'un profit nouveau.

Le 16 février, c'est un de nos meilleurs pilotes de chasse, sûr manœuvrier, qui attaque un biplace au nord-est de Damloup et l'abat.

Le 17, un de nos spads attaque un autre biplace ennemi qui s'était détaché d'un groupe de cinq patrouilleurs, le poursuit et, après un combat des plus violents, le voit tomber en flammes au-dessus de Montfaucon.

Le 18, c'est encore le même excellent pilote qui, par un de ces manœuvres dont il a le secret, parvient à abattre à lui seul deux appareils allemands.

Le même jour, notre artillerie de défense aérienne abat un autre appareil allemand. L'observateur est tué, un éclat d'obus dans le ventre; les commandes de l'appareil sont brisées; le pilote est fait prisonnier.

Le 19, au-dessus de Cumières, cinq avions de chasse boches viennent attaquer un de nos avions de réglage. Aussitôt, deux de nos spads se précipitent à son secours. Un des albatros, criblé de coups de mitrailleuses par nos spads, tombe achevé par notre artillerie antiaérienne. L'autre parvient à se dégager, fuit tout désemparé et laissant une trace de fortes fumées.

Le 20, devant Saint-Mihiel, un avion est signalé. C'est à l'heure du déjeuner. Se levant prestement de table, un de nos « as » bondit dans son spad, prend l'ennemi en chasse, l'atteint à 4,000 mètres au-dessus de nos lignes, lui livre un combat des plus chauds, et bientôt on peut voir l'albatros descendre en vrille et s'abîmer fracassé dans les bois de la forêt d'Apremont.

Le 21, ce sont deux de nos spads qui abattent un biplace ennemi au-dessus de la tranchée de Calonne. Ils l'encerclent, l'achèvent. Le Boche, désemparé, s'effondre dans nos lignes, devant les Eparges, avec une vitesse vertigineuse, à la satisfaction des poilus.

Au total, c'est, en moins d'une semaine, neuf appareils allemands qui s'inscrivent au tableau de chasse de nos escadrilles de Verdun, qui, elles, n'ont pas perdu un appareil.

Trente-quatre Raids britanniques sur l'Allemagne en onze semaines

Londres, 24 février. — Le ministère de l'aéronautique britannique publie une statistique des raids aériens de bombardement effectués par les aviateurs anglais en Allemagne entre le 1er décembre 1917 et le 19 février 1918. Trente-quatre raids ont eu lieu pendant cette période, et le poids total des bombes lancées a atteint plus de 24 tonnes. Trèves a été bombardée six fois.

Les premiers Prisonniers faits par les Américain

Front américain, 25 février. — Une de nos patrouilles des forces à l'instruction dans le secteur du **chemin des Dames**, agissant conjointement avec une patrouille française, sous le commandement français, a pénétré hier matin, de bonne heure, dans les lignes allemandes, en plusieurs centaines de mètres, capturant deux officiers, vingt hommes et une mitrailleuse. Les Américains n'ont subi aucune perte.

Depuis plusieurs jours, assez violent feu d'artillerie ennemi et bombardement du secteur américain du nord-ouest, où l'ennemi a renforcé son artillerie.

L'Offensive ennemie sur le Front occidental

Le Général autrichien Bœhm-Ermolli commanderait un Groupe d'Armées

Amsterdam, 25 février. — Liman von Sanders, Bœhm-Ermolli et Hakki-Pacha ont inspecté un secteur du front occidental. Hakki-Pacha est retourné à Berlin, mais von Sanders et Bœhm-Ermolli restent au quartier général, à Spa.

Bœhm-Ermolli recevra, probablement, un commandement important sur le front de Belgique.

LE COMPLOT DE SAINT-ÉTIENNE

Les ouvriers de la région répudient toute solidarité avec les accusés

Saint-Etienne, 25 février. — Dès que les Syndicats ouvriers ont eu connaissance des faits qui forment le motif de l'instruction présentement ouverte, ils ont pris à cœur de dégager leur entière responsabilité. Dans ce but, l'Union départementale des Syndicats ouvriers de la Loire et du comité intercorporatif adresse aux journaux locaux une note disant :

« Nous ne prétendons pas que des manœuvres allemandes n'aient pas pu se produire dans le sens signalé, mais nous les ignorons complètement, et nous continuerons à les ignorer. En aucun cas, à aucun moment, les organisations ouvrières de la Loire n'ont connu les tracts et les affiches de propagande démoralisatrice dont la presse a fait état ces jours-ci.

» D'ailleurs, il convient dès maintenant de mettre nettement le parti ouvrier en dehors de ces tristes et répugnantes affaires. Il peut y avoir eu les derniers mois quelques frottements à Saint-Etienne entre patrons et travailleurs; il peut y avoir eu quelques paroles fâcheuses et aussi quelques mauvais bergers, mais le mouvement n'avait été provoqué, il faut le répéter, que par des litiges d'ordre corporatif.

» Toutefois, il ne faut pas s'étonner si une sorte de mot d'ordre est donné aux ouvriers de nationalité francaise, les engageant à se montrer très prudents s'ils veulent éviter des compromissions fâcheuses que la présence de plus de 200,000 ouvriers étrangers dans l'ensemble du bassin rend plus difficile à empêcher. »

L'Affaire Caillaux

M. CAILLAUX SERAIT SOUFFRANT

Paris, 24 février. — Le capitaine Bouchardon a été informé ce matin par le directeur de la prison de la Santé et Me Ceccaldi que M. Joseph Caillaux s'était de nouveau trouvé indisposé cette nuit, à la suite d'une indigestion.

Le docteur Socquet a été chargé d'examiner le prisonnier et de fournir un rapport sur son état de santé général.

L'Affaire Max-Raymond Comby

Paris, 24 février. — M. Morand, juge d'instruction, a interrogé cette après-midi M. Max Raymond, directeur des « On-dit », et l'a confronté avec le plaignant, M. Pouroy, industriel d'Orléans, à qui, avec la complicité de M. Paul Comby, M. Max Raymond a escroqué 722,000 francs.

M. Max Raymond a nié avoir pratiqué des menaces à l'égard du plaignant et déclaré n'avoir reçu que 447,000 francs pour le prix des démarches qu'il a faites au sous-secrétariat du ministère de la guerre en faveur de l'industriel.

M. Comby sera interrogé mardi.

L'Affaire Ch. Humbert-Lenoir

L'OR ALLEMAND

Paris, 25 février. — L'enquête administrative tendant à établir l'origine des fonds Schœller est aujourd'hui terminée. M. Schœller a déclaré que les capitaux avaient été fournis par un consortium de banquiers constitué, d'accord avec lui, par la Dermstædter Bank.

Un Ingénieur espagnol naturalisé aurait vendu à l'Allemagne les Plans de nos Sous-Marins

Paris, 25 février. — Sur un rapport très documenté présenté à la commission parlementaire des étrangers par M. Ignace, le garde des sceaux a donné l'ordre au procureur de la République de déposer devant le tribunal de la Seine un réquisitoire introductif d'instance à l'effet d'annuler la réintégration dans la qualité de Français obtenue dans les conditions les plus suspectes par un ingénieur X..., dont il fut jadis beaucoup parlé.

Ce personnage, né en Espagne d'un père français qui avait perdu sa nationalité originelle du fait d'avoir pris du service dans l'armée espagnole, était lui aussi Espagnol, n'ayant point revendiqué lors de sa majorité la qualité de Français. Revenu à Paris dans les premiers jours de la mobilisation, il obtint dans les quarante-huit heures, du juge de paix du dix-septième arrondissement, la réintégration qu'il sollicitait, et ce sur la simple production de l'extrait de naissance et des états de services dans l'armée espagnole. Fait surprenant, ce magistrat oublia de lui réclamer une pièce essentielle, celle qui constatait sa filiation.

A BORDEAUX

Depuis cette époque, ce compatriote de deuxième zone, mobilisé dans l'armée française, sut à merveille, grâce à de mystérieuses influences, concilier les exigences de sa nationalité de nouveau teint avec le souci de sa propre sécurité. Simple maréchal des logis, il fut successivement chargé de mission en Angleterre, nommé chef du parc automobile de Moulins, puis, après avoir été mis en sursis, directeur de chantiers de constructions navales, à Bordeaux, où ses allures dans ce port parurent à ce point suspectes que le ministre de la marine demanda au ministère de la guerre, et obtint à grand'peine, qu'il fût relevé de ces fonctions.

Avisé de ces démarches, notre homme se préoccupa alors de se faire réformer. Il y parvint avec une rapidité déconcertante pour tous ceux qui savent dans quelles conditions de prudente lenteur se décident depuis le début de la guerre les mises à la réforme. Mais tout ce « curriculum vitæ » paraîtra encore plus suspect quand on saura que c'est ce même ingénieur que la marine française accuse formellement d'avoir vendu à l'Allemagne, il y a quelque seize ans, les plans de nos submersibles du type Laubeuf. Malheureusement, les faits relevés par MM. Hutter et Laubeuf sont couverts par la prescription décennale : mais ils n'en constituent pas moins un tel témoignage de moralité que le retrait de la naturalisation française à M. X... s'impose d'urgence.

Aux Etats-Unis

L'OPINION AMERICAINE ET LES TORPILLAGES DE NAVIRES ESPAGNOLS

New-York, 24 février. — Les milieux diplomatiques de Washington considèrent la campagne des sous-marins allemands contre la navigation espagnole comme susceptible de précipiter une rupture de l'Espagne, qui coïnciderait avec l'activité militaire intense qui se manifeste actuellement sur le front occidental.

L'ambassade d'Espagne se montre indignée au suprême degré par le nouveau torpillage du « Mar-Caspio ».

Les Nouvelles Restrictions

A partir du 25 février, sont interdites la vente et la mise en vente de la pâtisserie, de la biscuiterie, des sandwiches et tartines, de la confiserie (sauf des chocolats de luxe tolérés jusqu'au 1er mars, le chocolat de qualité courante n'est pas visé).

Restaurants, Cafés, Hôtels, Maisons de Thé, Crémeries, Cantines et Etablissements similaires

Il est interdit de servir dans ces établissements de la crème du lait (frais ou conservé) pur ou mélangé à des boissons après neuf heures, et tous aliments de neuf à onze heures et de quatorze heures trente à dix-huit heures trente (exception faite pour les wagons-restaurants, buffets et cantines des gares).

Il est interdit, à quelque heure que ce soit :

De servir du sucre avec les boissons (les clients peuvent en apporter) ou d'en employer dans la préparation des marmelades, confitures, compotes;

De confectionner des entremets dans la composition desquels entrent le sucre, les œufs, le lait, la farine;

De consommer du beurre (frais ou conservé) autrement que dans la préparation des aliments; du lait caillé ou aigri; de la crème sous quelque forme que ce soit, et notamment fraîche; des fromages blancs et des fromages mous tels que demi-sel, brie, coulomiers, camenbert-double, crème ou imitations, lorsque ces fromages contiennent plus de 36 % de matières grasses (restent donc autorisés le gruyère, le roquefort, etc.).

Dans les établissements à la carte où le prix du repas dépasse six francs, il est de plus interdit de consommer ou de servir tout fromage; plus de 100 grammes de pain de consommation courante ou d'un seul petit pain par personne et par repas; plus de deux plats garnis ou non. Mais le client a la faculté de demander en sus un potage, un hors-d'œuvre ou des huîtres et un dessert.

Ces dispositions sont applicables aux personnes habitant un appartement ou une chambre réservée dans un hôtel, aux casinos, cercles et tous lieux où la consommation n'est pas entièrement gratuite.

En ce qui concerne le pain, contrairement à ce qui a été annoncé, le régime dans les restaurants ne sera pas modifié pendant le mois de mars, et les personnes qui y prennent leurs repas ne seront point tenues d'y apporter leur carte de pain.

REVUE DE LA PRESSE

LA CAPITULATION DES BOLCHEVIKS DEVANT L'ALLEMAGNE

Paris, 25 février. — La trahison des Lenine et des Trotzky est consommée. Ils ont livré la Russie à l'Allemagne. C'est cela que nos capitulards pseudo-révolutionnaires appellent une paix honorable sans annexions, dit M. Gustave Hervé (la *Victoire*) :

Ah ! ils comptaient sur les frères socialistes allemands pour empêcher par la révolution les troupes du kaiser d'envahir le pays de la patrie socialiste, comme ils avaient la candeur d'appeler leur pays d'esclaves ivres en révolte.

Où sont-ils, les frères socialistes allemands ?

Ils sont dans les colonnes allemandes qui râflent par milliers les voitures, les autos, les wagons, les locomotives, les canons des frères russes. Ils sont dans les armées de Mackensen, prêts à se jeter sur l'héroïque Roumanie, si elle a un dernier sursaut de révolte. Ils sont dans les armées qui occupent la Belgique et la France du Nord, grisés par leurs succès de Russie et de Roumanie, prêts à foncer sur Reims, sur Nancy, sur Dunkerque, sur Calais, sur Paris; convaincus que les gobe-mouches du socialisme français, non seulement les Brizon et les Longuet, mais les Albert Thomas, les Renaudel et les Marcel Sembat, leur permettront de réussir en France le coup qui leur a si bien réussi en Russie et qui a failli réussir en Italie.

Répétons encore, comme le fait M. René d'Aral au *Gaulois*, qu'il ne faut pas que cette rude leçon soit perdue pour les alliés :

Gardons-nous d'écouter la parole empoisonnée de ces idéologues qui — jouets inconscients de la politique allemande — viennent nous murmurer que si l'on voulait seulement se prêter à une conversation, on s'apercevrait qu'il y a moyen de s'entendre. Voyez le résultat de Brest-Litovsk ! Il n'y a pas de milieu : résister ou s'agenouiller.

N'ABANDONNONS PAS LA RUSSIE

Quelque rebutants que puissent être les événements, nous ne devons à aucun prix nous détourner de la Russie. Au contraire. C'est le sentiment du *Matin*, qui le justifie ainsi :

L'Allemagne, au delà des frontières qu'elle a conquises à son influence, veut user de la pénétration dite pacifique. Sur ce terrain, tous nos alliés et nous devons lutter énergiquement contre elle, non seulement pour protéger l'avenir qui peut nous apporter des surprises nouvelles. Quand l'Allemagne se montrera décidément impuissante à remporter la victoire militaire à laquelle elle prétend, il est hors de doute que son crédit dans le monde entier en sera aboli. La Russie, qu'elle a traitée avec tant de brutale hypocrisie, cherchera alors ailleurs qu'auprès d'elle un appui pour son développement futur. Ne nous laissons pas décourager par l'heure présente, et semons dès à présent les germes d'un renouveau d'alliance pour cette heure qui doit logiquement sonner.

Une Manifestation pour l'Alsace à la Fédération radicale de la Seine

Paris, 25 février. — Après avoir applaudi au vibrant hommage rendu par son président à M. Blumenthal, le député protestataire de Colmar, qui assistait à la réunion, la Fédération radicale de la Seine s'est prononcée en faveur du retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine à la France, seule garantie d'une paix juste et durable. Répondant à cette manifestation, M. Blumenthal a renouvelé son espérance dans le prochain triomphe de la cause du droit et la réparation de la violence faite en 1871 aux populations d'Alsace-Lorraine, dont il a dit l'attachement à la France.

Etat-Major des Troupes coloniales

Paris, 24 février. — Le général de division Leblois, des troupes coloniales, est nommé au commandement suprême des troupes du groupe de l'Indochine à Hanoï.

La Foire de Lyon

Lyon, 24 février. — L'inauguration officielle de la troisième foire de Lyon aura lieu le 3 mars.

LA PUISSANCE NAVALE ANGLAISE

Le nombre des navires de guerre a été décuplé et atteint trois mille cinq cents

Glasgow, 25 février. — Dans une réunion des contremaîtres mécaniciens, M. Hughes, officier de la marine britannique, a déclaré :

« Au début de la guerre nous possédions environ trois cents navires désignés uniquement pour les opérations de guerre. Maintenant nous en possédons trois mille cinq cents. Notre personnel naval se composait de 150,000 officiers et marins quand la guerre commença. Depuis, ce nombre est de trois fois supérieur.

DÉPÊCHES DE LA NUIT DERNIÈRE

LENINE ET TROTZKY acceptent les conditions de Paix de l'Allemagne

Stockholm, 24 février. — Le radio-télégramme suivant a été envoyé ce matin à l'adresse du gouvernement allemand par le soviet des commissaires du peuple :

En plein accord avec la décision prise le 24 février, à 4 h. 30 du matin, le Comité central exécutif du soviet des commissaires du peuple a décidé d'accepter les conditions de paix proposées par le gouvernement allemand et d'envoyer une délégation à Brest-Litovsk.

Signé :

Le président : OLIANOF LENINE.
Le commissaire du peuple aux affaires étrangères : TROTZKY.

D'autre part, le secrétaire du soviet des commissaires du peuple a adressé, par sans-fil, à Berlin, la Note suivante :

« Notre parlementaire a quitté Pétrograd aujourd'hui 24 février, à midi, se dirigeant sur Pskow, Rodwika, Dwinsk, afin de remettre au gouvernement allemand, par l'intermédiaire du commandant supérieur de Dwinsk, la réponse officielle du gouvernement russe aux conditions de paix proposées par le gouvernement allemand, réponse qui a été déjà communiquée par un radio-télégramme de Tsarskoié-Selo aujourd'hui, à 7 h. 32 du matin.

» Signé : CORBONOW. »

Les Conditions de Paix

Pétrograd, 24 février. — En réponse aux propositions du gouvernement russe datées du 19 février, l'Allemagne reprendra les négociations de paix avec la Russie et conclura la paix aux conditions suivantes :

1. L'Allemagne et la Russie proclament la fin de l'état de guerre. Les deux nations croient pouvoir à l'avenir vivre en relations pacifiques et amicales.

2. Les régions qui sont à l'ouest de la ligne indiquée à Brest-Litovsk à la délégation russe, et qui auparavant appartenaient à l'Etat russe, ne sont plus désormais placées sous le protectorat de la Russie. Dans la région de Dvinsk, cette ligne doit être avancée jusqu'à la frontière orientale de la Courlande. L'attachement antérieur de ces régions à la Russie ne doit en aucun cas les engager à des obligations à l'égard de la Russie. La Russie renonce à toute prétention pour intervenir dans les affaires intérieures de ces pays; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont l'intention de déterminer plus tard le sort de ces régions, d'accord avec leurs populations.

L'Allemagne est prête, lorsque la démobilisation russe sera un fait accompli, à évacuer les pays qui se trouvent à l'est de la ligne susnommée autant qu'il n'en est pas statué autrement dans la clause 3 du paragraphe 3.

3. La Livonie et l'Esthonie doivent être immédiatement évacuées par les troupes russes et les gardes-rouges et occupées par la police allemande jusqu'au moment où la Constitution des deux pays garantira leur sécurité sociale et leur ordre politique. Tous les habitants qui ont été arrêtés pour des motifs politiques doivent être relâchés immédiatement.

4. La Russie doit conclure la paix avec les peuples de la République ukranienne. L'Ukraine et la Finlande doivent être immédiatement évacuées par les troupes russes et par les gardes rouges.

5. La Russie fera tout son possible pour assurer à la Turquie un retour régulier à ses anciennes frontières de l'Anatolie orientale, la Russie reconnaît l'annulation des capitulations turques.

6. La démobilisation complète de l'armée russe, y compris les détachements récemment créés par le gouvernement actuel, doit être accomplie immédiatement.

7. Les navires de guerre russes de la mer Noire, de la Baltique, de l'océan Arctique doivent immédiatement ou bien être envoyés dans les ports russes et y être internés jusqu'à la conclusion de la paix générale, ou bien être désarmés. Les navires de guerre de l'Entente qui sont dans les sphères de l'autorité russe seront considérés comme des bâtiments russes. La navigation marchande sur la mer Noire et la mer Baltique doit être renouvelée, comme il a été stipulé dans les traités d'armistice; le dragage des mines doit commencer immédiatement; le blocus de l'océan Arctique doit rester en vigueur jusqu'à la conclusion de la paix générale.

8. Le traité de commerce russo-allemand conclu en 1904 entre en vigueur comme il a été établi dans le paragraphe II, clause 2 du traité de paix avec l'Ukraine, à l'exception de ce qui est prévu dans le paragraphe II, clause 3, du traité de commerce concernant les privilèges spéciaux dans les régions de l'océan Arctique. En outre, la totalité des points primitivement fixés est rétablie. De plus, l'exportation libre et sans tarif des minerais doit être garantie dans le début des négociations en ce qui concerne la conclusion du nouveau traité commercial. L'Allemagne aura le traitement de la nation la plus favorisée au moins jusqu'en 1925, même au cas de cessation du régime provisoire et de l'acceptation finale des clauses correspondant au paragraphe II, clauses 3 et 45 du traité de paix avec l'Ukraine.

9. Les relations juridiques et politiques seront réglées d'accord avec les décisions de la première version de la Convention germano-russe autant que ces décisions ne sont pas entrées en vigueur, en particulier, en ce qui concerne les indemnités pour les dommages civils. Ce point doit être réglé d'accord avec les propositions allemandes, et il y aura une indemnisation des dépenses pour les prisonniers de guerre d'accord avec les propositions russes. La Russie admettra et soutiendra, autant que possible, les commissions allemandes pour les prisonniers de guerre, les prisonniers civils et les réfugiés de guerre.

10. La Russie promet de mettre fin à toute propagande et agitation, soit de la part du gouvernement, soit de la part de personnes soutenues par le gouvernement contre des membres de la Quadruple alliance et contre les institutions politiques ou militaires, même dans les localités occupées par les puissances centrales.

11. Toutes les conditions précédentes doivent être acceptées dans un délai de quarante-huit heures. Les plénipotentiaires russes doivent partir immédiatement pour Brest-Litovsk et signer là, dans les trois jours, le traité de paix qui doit être ratifié dans un délai de deux semaines.

Berlin, 21 février 1918.

Le ministre des affaires étrangères,
Von KUHLMANN.

Dans leur ensemble, ces conditions confirment ce qui a déjà été publié. On peut y ajouter dès maintenant les remarques suivantes :

1° Il n'est pas question d'indemnité de guerre;

2° Des distinctions sont faites entre les divers territoires arrachés à la Russie : la Pologne, la Lithuanie et la Courlande (la frontière orientale de cette dernière province suit la Dvina en face de Dvinsk) sont traitées comme des pays cédés par la Russie à la suite d'une conquête militaire; la Livonie et l'Esthonie doivent être évacuées sans combat par les Russes et occupées par des forces de police allemandes; enfin, l'Ukraine et la Finlande sont envisagées comme des Etats indépendants avec lesquels la Russie doit conclure la paix et d'où elle retirera par conséquent ses troupes.

Il faut peut-être déduire de ces distinctions que les puissances centrales ont l'intention d'imposer des statuts différents à la Courlande, à la Lithuanie et aux fragments de la Pologne d'une part, à la Livonie et à l'Esthonie de l'autre;

3° L'Allemagne ne limite pas la zone qu'elle occupera à l'est des nouvelles frontières qu'elle assigne à la Russie et elle ne fixe pas l'époque à laquelle elle évacuera cette zone; le terme indique : « Lorsque la démobilisation russe sera un fait accompli, » prête en effet à toutes les équivoques.

4° Les frontières de la Russie et de l'Ukraine n'étant pas encore tracées, les puissances centrales se réservent la possibilité d'intervenir de la manière la plus avantageuse pour elles dans les discussions qui auront lieu entre la Russie et les Ukrainiens.

5° En obligeant les maximalistes à faire tous leurs efforts pour restituer l'Arménie aux Turcs, les puissances centrales créent une occasion de conflit entre le gouvernement bolchevik et les organisations qui s'étaient constituées dans la région du Caucase. C'est un nouveau prétexte d'intervention. Il serait pourtant plus urgent d'assurer aux Arméniens des garanties contre les Turcs.

6° Les puissances centrales veulent que les maximalistes disposent des navires de guerre alliés qui se trouvent dans des ports russes. C'est un droit que les alliés ne sauraient reconnaître en aucune manière au gouvernement bolchevik.

7° Le traité de commerce que les puissances centrales prévoient est évidemment destiné à asservir économiquement la Russie. Cela ressort déjà de la clause relative aux minerais.

8° En s'engageant à supprimer toute propagande à l'adresse des nations de la Quadruplice, les maximalistes s'exposeront à voir la police des puissances centrales intervenir quotidiennement dans la vie politique de la Russie.

9° Malgré toutes ces stipulations accablantes et malgré l'arrogance avec laquelle l'ennemi fixe un délai de quarante-huit heures pour leur acceptation, on sait que M. Lenine s'est aussitôt prononcé contre toute idée de résistance.

Les Austro-Allemands prêts à conclure la Paix avec la Russie

Berne, 24 février. — Le comte Czernin a adressé de Vienne à M. Trotzky, le 22 février, à vingt et une heures, le radio-télégramme suivant :

En réponse à la demande que vous avez adressée officiellement le 18 courant, j'ai l'honneur de vous communiquer que l'Autriche-Hongrie, de concert avec ses alliés, est prête à conclure des négociations de paix avec la Russie.

Le ministre des affaires étrangères austro-hongrois déclare parler « de concert avec ses alliés ». Sa dépêche est donc la conséquence des entretiens qu'il eut avec M. de Kuhlmann lorsque celui-ci fit un court séjour dans la capitale autrichienne en se rendant à Bucarest.

La Facile Invasion

Genève, 24 février. — Le communiqué allemand est rédigé ainsi :

Théâtre oriental de la guerre. — En Esthonie, nos troupes sont partout accueillies avec joie par la population et ont continué leur avance à marches forcées, malgré la neige qui couvre les chemins. Elles ont rejeté l'ennemi des quelques points où il tentait de résister et elles s'approchent de Reval.

Lors de la prise de Walk, le 22 février, la brillante attaque d'un escadron de hussards a sauvé la ville, qui allait être incendiée par l'ennemi, et nous a permis de faire 1,000 prisonniers et de délivrer 600 prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois.

De petits détachements ont poussé hier jusqu'à Hostrow, où ils ont brisé la résistance ennemie.

Les troupes saxonnes ont fait, à Balbinowo, 1,000 prisonniers. Nous avons occupé Borisso.

Les Négociations avec la Roumanie

Bâle, 24 février. — Les négociations des empires centraux avec la Roumanie, qui maintenant ont lieu à Bucarest, se sont poursuivies jusqu'à vendredi, à Busteni. Les pourparlers d'ordre militaire relatifs au renouvellement de l'armistice ont eu lieu à Foscani. C'est à l'arrivée du nouveau président du conseil que les négociations se sont transportées dans la capitale.

Bâle, 24 février. — M. de Kuhlmann et le comte Czernin sont arrivés hier à Bucarest.

Communiqué italien

Rome, 24 février.

Des concentrations de feux des deux artilleries ont eu lieu à l'est du BRENTA, ainsi que des tirs de harcèlement plus fréquents dans les GIUDICARIE, sur le plateau d'ASIAGO et dans la région de VALDOBIADENE, à MONTELLO.

Vif échange de fusillade entre des groupes d'explorateurs le long du moyen et du bas PIAVE. A CAPO-SILE, une de nos patrouilles en reconnaissance a ramené des prisonniers.

Armée d'Orient

Salonique, 23 février.

Journée calme. Néanmoins, l'artillerie ennemie a déployé une certaine activité dans la région de la STRUMA et à l'ouest du VARDAR.

Sur le front serbe, un détachement bulgare a été repoussé.

Les Affaires en Cours

UNE ARTISTE AURAIT-ELLE ETE ARRETEE ?

Paris, 24 février. — On s'entretient beaucoup dans le monde du palais d'une artiste qui aurait été amenée vendredi au palais par M. Priolet.

Avant-hier, dans l'après-midi, la direction du Théâtre, où elle jouait un des rôles principaux, était avertie par un coup de téléphone que Mme X... ne pourrait pas jouer le soir. Elle venait d'être prise d'une indisposition subite. C'était un homme qui téléphonait, un homme qui ne dit point son nom. L'artiste fut remplacée au pied levé. On ne la vit pas hier non plus. La direction fit prendre de ses nouvelles à son domicile; on répondit que Mme X... était partie à la campagne sans autres explications.

Avant-hier, M. Priolet, commissaire aux délégations judiciaires, partit pour une destination inconnue et revint avec une jolie femme en qui on crut reconnaître l'artiste en question. Malgré l'insistance des journalistes, le commissaire Priolet reste muet.

Il s'agit, croit-on, d'une artiste dont les débuts se firent au Music-Hall, mais qui jouait jusqu'à ces derniers jours un rôle dans la comédie que donne à l'heure actuelle un Théâtre proche de la place du Châtelet. L'arrestation aurait été opérée à propos d'une affaire d'espionnage.

D'autre part, on annonce que Mlle Suzy Depsy n'a pas tenu, cette après-midi, à la matinée du Théâtre Sarah-Bernhardt, le rôle de Blanche Delorme, pour lequel elle était inscrite sur l'affiche dans la pièce « les Nouveaux Riches ».

UN TROISIEME SUBSTITUT ADJOINT AU CAPITAINE BOUCHARDON

Paris, 24 février. — Un troisième substitut vient d'être détaché au cabinet de M. Bouchardon, c'est M. Gazier, procureur de la République à Pontoise.

Les Agents des Services publics et la Vie chère

Paris, 24 février. — Convoqués par leur Fédération nationale, les employés de l'Etat, des départements et des communes, se sont rendus ce matin en grand nombre au meeting organisé à l'Union des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles.

MM. Bidegaray, de la Fédération nationale des cheminots; Gervaise, de l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat, et Buteux, de la Fédération nationale des fonctionnaires, ont pris successivement la parole pour protester contre la décision du gouvernement qui vient de relever de 1 fr. par jour seulement les suppléments de traitement établis par la loi du 4 août dernier, alors que l'augmentation progressive du prix de la vie nécessite une indemnité beaucoup plus élevée.

M. Pierre Laval, député de la Seine, a indiqué ensuite que les agents et ouvriers de la ville de Paris ont obtenu une allocation journalière de 3 fr. et que le gouvernement vient de faire pression sur les Compagnies minières pour que les ouvriers des mines reçoivent la même indemnité quotidienne de 3 fr. Dans ces conditions, le député de la Seine estime que les autres travailleurs de l'Etat et des ouvriers publics doivent, sous peine d'être traités en parias, bénéficier de la même mesure.

Un ordre du jour a été voté demandant que les suppléments de traitement soient portés à 3 fr. par jour pour tous les agents permanents ou temporaires jusqu'au traitement de 6,000 fr. net.

L'Association Générale des P. T. T. décide de se transformer en Syndicat

Paris, 24 février. — L'Association générale des agents des P. T. T., réunie aujourd'hui pour examiner les questions concernant la vie chère, a, en outre, décidé sa transformation en Syndicat.

BORDEAUX

1

Il y a un an

26 FEVRIER 1917

Les Anglais remportent, sur les rives de l'Ancre, un nouveau et important succès. Ils occupent les villages de Warlencourt, Eaucourt, Pys et Miraumont.

En Mésopotamie, le corps expéditionnaire anglais s'empare de Kut-el-Amara.

L'Allemagne exprime à la Hollande ses regrets pour le torpillage de ses navires et offre une indemnité.

L'emprunt anglais a produit plus de 25 milliards.

Arrivée en Gironde du cargo-boat américain « Orléans ».

La Question des Avoines

En présence d'une situation qui ne cesse de s'aggraver chaque jour et qui se traduit par une mortalité de plus en plus inquiétante des chevaux et par l'impossibilité où ils se trouvent par suite du manque de nourriture d'effectuer le travail, le monde des transporteurs est très sérieusement ému par les conséquences dont cet état de choses, qui ne s'est que trop prolongé, menace à la fois non seulement leur industrie mais l'existence de presque toutes, en même temps que la vie économique de notre région.

Déjà les transports par chevaux sont paralysés dans une large mesure, risquant d'entraîner une crise intense dans le trafic général du port et des gares.

Il est on ne peut plus urgent de prendre les mesures qui s'imposent, d'autant plus que les intéressés ont déjà et depuis longtemps appelé sur ce point l'attention des pouvoirs publics.

Une importante réunion des entrepreneurs de transport et de camionnage vient d'être tenue à ce sujet. En voici la lettre que nous adresse M. Lamarthonie, président du Syndicat des transporteurs :

Monsieur le Directeur,

Nous lisons avec un vif intérêt, dans votre numéro du 21 courant, sous le titre : « Pour les chevaux », une lettre d'un de nos confrères en transports.

Puisque l'attention de vos lecteurs est attirée sur cette question, nous croyons utile de fournir quelques explications complémentaires et de faire connaître au public la situation critique dans laquelle nous nous trouvons par suite de la pénurie complète des avoines ainsi que les conséquences qui peuvent en résulter.

Depuis quand manquons-nous d'avoine ? C'est exactement en octobre dernier que, subitement, certains d'entre nous se sont vus dans l'impossibilité de se procurer le grain nécessaire à l'alimentation de leur cavalerie et ont dû nourrir, souvent pendant plusieurs jours consécutifs, leurs chevaux exclusivement avec des fourrages.

Déjà, à ce moment-là, les pouvoirs publics ont été saisis directement par nous ou par divers groupements de la question.

L'Union générale des Syndicats girondins avait signalé, en décembre dernier, au ministère du ravitaillement, l'intérêt qui s'attachait à prendre des mesures immédiates pour ravitailler Bordeaux et sa banlieue d'avoine ou succédanés, et avait fait remarquer que 90 à 100 tonnes de grains par jour étaient nécessaires pour la consommation d'une cavalerie de 12,500 chevaux environ.

Le Syndicat des entrepreneurs de transports et de camionnage avait agi de son côté auprès des pouvoirs locaux.

La situation, depuis ce moment-là, n'a fait qu'empirer, surtout depuis le 15 janvier, date de la réquisition générale des céréales.

Les causes de la rareté des avoines dans notre région sont connues, ce sont :

1° Les récoltes de nos pays producteurs tant soit peu déficitaires, par défaut d'ensemencement et mauvais rendement.

2° La difficulté d'obtenir des moyens de transport pour les rendre aux pays de consommation.

3° La difficulté également résultant de la disette du fret pour faire arriver en France des avoines exotiques.

Mais il faut bien le dire, la principale difficulté provient de la taxe.

Dès le moment où la taxe a été instituée, il a été évident que la marchandise se raréfiait chaque jour et, pour parer à cette situation, on a cru expédient d'instituer un organe de répartition qui, seul, pouvait recevoir et distribuer les quantités reçues.

De là naît, à notre avis, le principal obstacle, car cet organisme ne pouvant acheter qu'à la taxe, la production se refuse à livrer.

Puis est survenue la réquisition qui n'a fait qu'aggraver les choses; il aurait fallu, en effet, pour en tirer quelque avantage, qu'avant de réquisitionner on exigeât la déclaration.

D'après l'opinion de MM. les vétérinaires, il est impossible de nourrir des chevaux soumis à un travail intensif exclusivement en fourrage.

Voici ce que dit un vétérinaire bordelais, de l'alimentation en foin : « De là à être considéré comme pouvant à lui seul suffire au mode « intensif », à la production d'énergie, à des conserves de potentiel énergétique nécessaires aux équidis moteurs, il y a une distance énorme dont l'observation séculaire a saisi le sens bien avant que la science en ait fourni la démonstration (professeur Dechambre), ce qui me conduit à dire que pour satisfaire à un travail intensif, il faut donner au cheval de travail un aliment concentré complémentaire et que l'on ne peut demander qu'à l'avoine, au maïs et à l'orge. »

La conclusion de ce distingué praticien se résume ainsi : « Il y a là une situation vraiment inquiétante et qui appelle des mesures rapides, si on ne veut pas voir dépérir ou même périr un capital animal considérable, et, avec autres conséquences, une productivité de travail, de rendement qui ne peut aller qu'en diminuant, et dont le résultat économique ne manquerait pas que d'être désastreux. »

Nous n'avons rien à ajouter à cela si ce n'est que tout le monde a pu voir des chevaux tomber d'inanition sur la voie publique et que nombre d'entreprises seront amenées à la ruine, rapidement.

Les conséquences pour le port de Bordeaux et la Défense nationale peuvent être des plus graves; pas n'est besoin d'insister là-dessus.

Avant de terminer, citons quelques chiffres : pour le mois de janvier, la Fédération des négociants et courtiers en avoine, chargée de la répartition des grains aux consommateurs, n'a eu à sa disposition que 7,000 quintaux, **soit 23 % des besoins,** et du 1er au 18 février, 898 quintaux !

Et cependant, il y a de l'avoine... et comme conclusion de cet exposé, nous pouvons affirmer que si l'on nous laissait la liberté, nous trouverions moyen, très rapidement, d'alimenter en grains notre cavalerie.

Veuillez agréer, etc.

Pour la réunion et par délégation,
LAMARTHONIE.

Médaille d'Honneur

Par arrêté du ministre du travail et de la prévoyance sociale, des médailles d'honneur en argent ont été accordées aux vieux serviteurs et domestiques attachés à la personne ci-après désignée :

M. Jean Bayssé (dit Lolo), à Bordeaux, 30 ans de services chez M. Dolhassary.

M. Jean Duteil, à Coutras, 39 ans de services chez M. Marsaud.

Mme Madeleine Gestas, à Bordeaux, 32 ans de services chez M. Rousseau-Saint-Philippe.

Mlle Jeanne-Noélie Perroutin, à Montussan, 37 ans de services chez Mme Rappet.

M. François Sautreau, au Taillan, 33 ans de services dans la famille Leydet-Igounet.

Mme Angéline Sautreau, au Taillan, 33 ans de services dans la famille Leydet-Igounet.

Conférence sur Verdun

A LA SALLE FRANKLIN

Dimanche, à trois heures de l'après-midi, une nombreuse assistance, répondant à l'appel du Comité bernois de secours aux prisonniers de guerre, se pressait dans la salle Franklin pour entendre la belle conférence de M. Poujol, pasteur à Nîmes, sur « Verdun ».

Pendant plus d'une heure, le conférencier a tenu son auditoire sous le charme de sa parole. Très documenté, M. Poujol, en termes qui atteignent parfois une haute éloquence, a fait l'historique, dans ses moindres détails, de l'inoubliable lutte soutenue devant Verdun par les héroïques défenseurs de la cité restée inviolée malgré les assauts acharnés et sauvages que lui firent subir les hordes allemandes.

Après avoir exalté la vaillance de nos troupes et de leurs admirables chefs, Pétain et Nivelle, le conférencier a terminé en exprimant son espoir irréductible en la France, terre de liberté, patrie de l'héroïsme, qui triomphera parce qu'elle est impérissable.

M. le pasteur Poujol, qui fut fréquemment interrompu par les applaudissements pendant sa belle et patriotique conférence, a été chaleureusement acclamé.

Un concert a suivi, au cours duquel s'est fait entendre et applaudir Mlle Jacqueline Ramat, qui a détaillé, de sa belle voix toujours si appréciée : « Dieu le veut ! », dont les paroles sont dues à l'excellent poète Paul Gauthier, et la musique à Lambert-Mouchague, le réputé compositeur.

Ce fut également avec beaucoup de plaisir qu'on écouta Mme Louis Rosoor, violoniste; M. Louis Rosoor, violoncelliste; Mlle Vernet, harpiste, et M. Lambert-Mouchague, dont on connaît le beau talent d'organiste.

Examen de la Société des Musiciens de France

Mlle Blanche Chartier nous prie d'annoncer qu'elle commencera, le 14 mars, à son cours supérieur destiné aux professeurs et aux élèves-artistes, la préparation du brevet et de la licence pour l'enseignement du piano. (Session à Paris en octobre 1918.) Les diplômes sont signés par Saint-Saëns, Fauré, Dubois et par des examinateurs choisis parmi les sommités musicales.

Mlle Blanche Chartier a déjà eu deux élèves présentées et reçues : l'une en 1912, l'autre en 1914, avec mention « très bien ».

La Vie moins chère

Un nombreux public assistait, mardi dernier, à la très intéressante causerie de Mme Roland-Jaïs, déléguée de la Vie moins chère.

En un langage élégant et simple, avec une compétence scientifique très étendue et mise à la portée de tous, la conférencière a analysé en détail toutes les propriétés des graisses, a redressé bien des erreurs dans leur emploi en alimentation. Elle a donné des recettes précieuses.

Des applaudissements nourris lui ont prouvé combien son enseignement était goûté.

Mardi prochain aura lieu, dans l'amphithéâtre de l'Athénée, la 4e causerie de la série.

Aux élèves de l'Ecole professionnelle de commerce et d'industrie se joindront de nombreux auditeurs.

Causeries populaires

Encouragée par le succès croissant de ses Causeries populaires, l'Entr'aide féminine de Marseille a eu l'excellente idée d'en éditer quelques-unes. Nous les recommandons vivement. En vente à la papeterie Bérard, cours de Tourny, 60, au prix de 0 fr. 50.

Avis aux Voyageurs

C'est lundi 25 février qu'est entré en vigueur l'arrêté interministériel du 5 janvier 1918, qui oblige les personnes voyageant dans la zone Atlantique (pour la Gironde : arrondissements de Bordeaux, Blaye et Lesparre) de se munir d'une pièce de circulation.

Le contrôle a commencé ce matin, dès la première heure, à la gare Saint-Jean, assuré par une douzaine d'inspecteurs de police du service du commissariat spécial. Il a été installé, dans la journée, dans les autres gares de Bordeaux, où il a fonctionné aussitôt.

Au départ, plusieurs voyageurs, non munis des pièces prévues, se sont vu refuser tout billet.

A l'arrivée, les trois-quarts des voyageurs étaient déjà en règle, et les avertissements ont été donnés aux autres. Cependant, une demi-douzaine de récalcitrants ont été refoulés.

Nous rappelons que les pièces de circulation indispensables pour voyager dans les arrondissements du littoral (dans la Gironde : Bordeaux, Blaye et Lesparre) sont :

Dans les arrondissements, en dehors du canton ou de la commune, si elle comprend plusieurs cantons : pièces d'identité.

Pour entrer dans ces arrondissements ou en sortir :

Français, sauf-conduit pour un voyage, délivré par le commissaire de police ou le maire de la résidence, ou carte de circulation avec photographie, délivrée seulement aux personnes qui se déplacent très fréquemment par le préfet ou le sous-préfet de la résidence, sur demande motivée avec justification et certificat du commissaire de police ou du maire.

Etrangers, carnet d'étranger tel qu'il est prévu par l'arrêté du 1er janvier 1916, délivré par le général commandant la région et visé, à chaque déplacement, par le commissaire de police ou le maire.

Les personnes qui ne se soumettraient pas à ces prescriptions risquent d'être l'objet de mesures sévères, sans préjudice de poursuites en justice.

Des instructions ont d'ailleurs été données dans toutes les gares pour qu'il ne soit délivré de billet qu'aux voyageurs qui se seront conformés aux dispositions précitées.

Cinquième Concert des Cinq Écoles

Au-dessus de notre humaine souffrance, tout pénétré d'amour et de pitié divine, l'art sublime de César Franck resplendit comme un ostensoir éblouissant. Nul n'a été plus loin que lui dans la tendresse mystique, l'humilité ineffable que la pureté de l'âme irradie d'une surnaturelle lumière. C'est cette lumière qui nous conduit à travers les grandioses constructions cycliques de ses thèmes, image symbolique de la nef. C'est elle qui, comme la poussière des vitraux ensoleillés, illumine l'orchestration la plus merveilleuse, la plus finement ouvragée qui fut au monde, et qui avec une puissance que rien encore n'égala, semble la voix suprême du miracle, de la rédemption, de l'éternité.

Paul Berthelot a dit avec une simplicité émouvante, en le comparant à Séb. Bach, la vie extasiée et candide, le génie du maître auquel on rendit Bach justice, mais dont l'idéal fier et pur a suscité les vocations des plus grands parmi nos modernes. Et rarement préparation plus dévotieuse honora la Cie des 5 Ecoles — où Mme Moussempès, MM. F. et J. Lespine, Edger et Marchal donnèrent le meilleur de leur talent et de leur science des ensembles — que celle de l'admirable Quintette à cordes, expression peut-être la plus achevée de la pensée franckiste avec la symphonie en « Ré » mineur dont elle rappelle par endroits la haute et sereine inspiration.

Construit sur des tenues semées de chromatismes traités ainsi qu'à l'orgue, le « lento » majestueux fortement scandé comme des répons liturgiques, prélude à un allegro dont la richesse d'écriture fait de la partie de piano, spécialement mise en valeur par Mme Moussempès, une symphonie prodigieuse, riche d'harmonisations débordantes qui fusionnent les individualités des cordes dans l'unité splendide du thème. Au 2e temps, infiniment douloureux, M. F. Lespine a parfaitement traduit l'impression essoufflée et dolente du récitatif éclairé d'une miséricorde infinie. Et c'est au final plein de majesté dans une matière pianistique incomparable, tissée de lumière et de chants, le thème transfiguré avec des appels de gloire où passent on ne sait quels cortèges d'archanges..

Deux mélodies de Franck ont valu à Mme Labayle une ovation unanime et méritée. Sa voix extrêmement riche, étendue et généreuse, sait merveilleusement s'atténuer et s'estomper dans les demi-teintes du « Nocturne », plein de tendresse caressante et de langueur. Mais il fallait les magnifiques ressources de cette voix, si pleine et si prenante, pour traduire avec un aussi rare talent d'évocation la douleur qui saigne par les sept plaies du cœur déchiré de la « Mater Dolorosa » des Béatitudes. On touche ici, semble-t-il, aux limites suprêmes de la puissance expressive.

Mme Moussempès, dans l'admirable style que l'on sait, fait de probité et de ferveur contenue, de tendresse grave et virile, nous donna ensuite une inoubliable exécution du « Prélude, Choral et Fugue » du maître, œuvre formidable par l'entassement cyclopéen des harmonies enchevêtrées qu'éclairent de longs et lumineux arpèges de main gauche et où toutes les voix, toutes les forces semblaient s'apaiser dans la sérénité d'une interprétation en « plein ciel » où les moindres pensées étaient restituées pleusement sans aucun souci d'effet extérieur. Au-dessus du talent de l'artiste l'âme parlait.

De Lalo, dont Paul Berthelot sut à merveille conter la vie agitée et l'œuvre si pleine de clarté et de franchise, Mme Labayle chanta 3 mélodies choisies parmi les plus délicieuses : « Chanson triste », très courte mélopée pleine de morbidesse d'un grand effet impressionniste; « Marine », ardente évocation d'amour et de rêve; enfin, « Guitare », qui campe en quelques accents savoureux, avec de pittoresques dessins de piano, la fierté et la grâce provocante de l'Espagnole. Encore ici le souple talent de la cantatrice, fort bien accompagnée par Mlle Bussière, atteste la variété et le charme d'une voix extrêmement nuancée d'un superbe éclat et d'une grande profondeur d'émotion.

Le clou du concert fut certainement la « Symphonie Espagnole », où nous avons retrouvé la maîtrise magnifique et chaudement fêtée du jeune violoniste Jacques Lespine. L'œuvre est, on le sait, d'une difficulté vertigineuse; il l'a rendue avec une décision, une plénitude de son, une franchise d'attaque qui stupéfient. Plus encore que le « métier », que les tours de force des doubles cordes impeccables ou la virtuosité étourdissante du staccato, ce qui fait à notre sens la valeur de ce jeune et grand artiste, dont son maître M. Lefort peut être fier, c'est le sens très exact du coloris, l'opposition intelligente des passages de force et de douceur, l'aisance et la rare compréhension du style, en un mot une fraîcheur et une confiance qui éclairent la technicité, d'une grâce juvénile et souveraine que bien peu possèdent à pareil degré.

A. A.

Œuvre de Guerre

Par arrêté du ministre de l'intérieur, le Comité de secours aux étudiants serbes prisonniers de guerre et internés, à Bordeaux, a été autorisé à faire appel à la générosité publique dans les conditions prévues par la loi du 30 mai 1916 et le décret du 18 septembre 1916.

Association amicale des Alsaciens-Lorrains de Bordeaux et du Sud-Ouest

Le dimanche 17 février 1918, s'est constituée, à Bordeaux, une grande Association amicale d'Alsaciens et de Lorrains. Il ne s'agit pas d'une Société de secours mutuels. Il existe, en effet, déjà depuis longtemps, une Société girondine qui s'acquitte de cette tâche à la satisfaction de tout le monde. Du reste, la plupart de ses membres et son bureau ont adhéré au nouveau groupement.

Ce qui a été créé, c'est une Société amicale plus étendue, plus générale, et le nombre et la qualité des adhésions spontanées qui se sont produites ont dépassé toutes les espérances.

Voici les noms des autorités élues de cette Société : M. le général Larchey, grand officier de la Légion d'honneur, président d'honneur; MM. Kuntzler, chevalier de la Légion d'honneur, professeur à la Faculté des sciences, président; Fritsch, négociant, membre de la commission d'examen des Alsaciens-Lorrains au recrutement, vice-président; Liéby, négociant, examinateur-interprète de la préfecture et du recrutement, vice-président; Goguel, directeur de la maison Peugeot, secrétaire général; Lamey, ingénieur de l'Ecole des mines, secrétaire; Grandjean de Graux, inspecteur des eaux et forêts, trésorier; Glaser, ingénieur de la Compagnie des chemins de fer du Midi, trésorier adjoint.

Les Alsaciens et les Lorrains de la région qui ne sont pas encore inscrits sont priés de s'adresser au secrétaire général de l'Association, à M. Goguel, 6, 7, rue Fondaudège, à Bordeaux.

Les dames et les descendants directs des Alsaciens et des Lorrains de filiation française sont admis à faire partie de la Société.

Tombola en faveur des Tuberculeux de la Guerre

Nous rappelons aux personnes charitables de la Gironde que la tombola organisée en faveur des tuberculeux de la guerre sera tirée irrévocablement le 10 avril 1918.

On trouve des billets de cette tombola dans tous les bureaux de tabacs de notre ville et dans les principaux magasins s'intéressant à l'Œuvre. Personne ne peut hésiter à sacrifier un franc, prix du billet, pour venir en aide à ceux qui n'ont pas craint de compromettre leur santé dans l'intérêt de notre sécurité. Se hâter.

Une Torche vivante

Nous avons relaté, le 20 courant, dans quelles circonstances Mlle Marguerite Poitevin, domestique, 35, rue Saint-Sernin, avait dû être transportée, dans un état très grave, à l'hôpital Saint-André. La malheureuse est morte, dans la nuit de dimanche à lundi, des suites de ses horribles brûlures.

PETITE CHRONIQUE

Dans un tramway des cours, dimanche soir, vers six heures, Mme Madeleine Chastang, 277, rue d'Ornano, a été débarrassée de sa montre et de son sautoir en or.

Agression. — Cours de Verdun, dimanche soir, un militaire a été assailli par quatre individus et délesté d'une somme de trente francs.

Soustraction. — La maison Schars et Coppens, 372, rue de Bègles, chargeait, samedi après-midi, un commissionnaire de porter une pièce de machine en cuivre, valant cent francs, à bord d'un vapeur amarré dans notre port. Le commissionnaire ayant laissé devant son domicile, 13, rue Sainte-Elisabeth, sa charrette, un individu en profita pour soustraire la pièce.

Une visite inattendue. — En rentrant dans sa chambre, dans un grand hôtel du centre, samedi soir, un général ne fut pas peu surpris d'y rencontrer un individu aux allures louches. Fouillé, le visiteur fut trouvé porteur d'un nombre considérable de clés et d'un titre de congé de l'armée belge, au nom de Gustave Bruyme. Remis entre les mains du directeur de l'hôtel, pendant qu'on était allé quérir la police, l'individu, trompant sa surveillance, réussit à prendre la fuite.

Au dépôt : Léon R..., pour coups et blessures et tentative de vol sur un soldat, dimanche soir, vers neuf heures, rue Huguerie.

— Roger V..., manœuvre, pour tentative de vol, dimanche soir, vers neuf heures, dans un restaurant de la gare, au préjudice de deux militaires.

Perdu. — Montre acier bruni, dans le quartier Mériadeck, au cours d'une rafle, par le militaire Simon Alphonse, du 144e, 14e compagnie, à la place.

L'épuration de Bordeaux. — Au cours d'une rafle effectuée, dimanche soir, dans le quartier Saint-Pierre, un grand nombre de personnes ont été interrogées sur leurs moyens d'existence et leur identité; quatre ont été gardées pour examen de leur situation.

COMMUNICATIONS

Chemin de Fer de Paris à Orléans

Avis aux expéditeurs. — Contrairement à la communication insérée pour la journée du mardi 26 février, le réseau du P. L. M. n'accepte pas les transports commerciaux, sauf céréales et farines.

Sous réserve des restrictions en vigueur, les marchandises se rapportant aux déclarations d'expéditions numérotées de 1 à 11,000 (série A, 1re catégorie), 29,251 à 29,300 (série B, 2e catégorie), 19,751 à 19,800 (série C, 3e catégorie), par la gare de Bordeaux-Bastide, seront acceptées à l'expédition le mercredi 27 février 1918.

COURS ET CONFÉRENCES

FACULTE DES LETTRES. — Cours d'histoire de la philosophie. Professeur M. Ruyssen. — La leçon du mardi 26 février est renvoyée au mardi 5 mars.

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

SERVICE DE LA VACCINE. — Une séance de vaccinations et revaccinations publiques et gratuites aura lieu jeudi 28 février courant, de deux heures à quatre heures, à l'Athénée, 53, rue des Trois-Conils.

Théâtres et Concerts

Théâtre-Français

« La Vie de Bohème »

M. Campagnola, qui devait chanter le rôle de Rodolphe dimanche soir dans « La Vie de Bohème », a dû, pour cause d'indisposition, céder la place à un autre ténor. La direction du Théâtre-Français a fait appel à M. Jolbert, qui depuis un certain temps était éloigné de nos scènes bordelaises. M. Jolbert, qui est un chanteur habile, s'est assuré un succès très franc.

Le baryton Gerbert a fait également une brillante rentrée dans le rôle de Marcel. Et avec le concours de MM. Lapeyre et Bédué, de Mmes Garcia et Nylson, déjà entendus dans la pièce, on eut au Théâtre-Français,